

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 81

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine et du **MARS**

EDITO : ET POURTANT CELA COMMENCE A MARCHER !

Déclaration commune du Mars et de la Gauche Républicaine en vue de la réunion nationale des Comités unitaires pour des candidatures antilibérales des 9 et 10 décembre.

Depuis la victoire du Non au référendum qui a révélé qu'une majorité des électeurs de gauche – y compris socialistes – a fait ce choix par rejet du libéralisme, nous analysons que la gauche antilibérale pouvait devenir un débouché crédible à ce refus à la condition que ses composantes s'unissent. Les réunions nationales des collectifs de septembre puis d'octobre et surtout les meetings qui ont réuni bon nombre des leaders du Non de gauche l'ont confirmé au point de mobiliser comme peu de forces peuvent se le permettre aujourd'hui en France : 1600 personnes au Mans, 3000 à Grenoble, 4000 à Montpellier avec le renfort de Jean-Luc Mélenchon, 1000 massés dans deux amphis de la fac de Bordeaux, etc... Soit à chaque fois le double, voire plus que ne l'espéraient les organisateurs. Accroissement donc mais aussi élargissement des cercles « militants » - organisés ou pas – qui avaient tenu « la baraque » depuis les lendemains du référendum et qui, jusqu'à maintenant, composaient très majoritairement nos réunions et à fortiori les collectifs. En un mois nous avons indiscutablement passé un cap.

Et pourtant il faut que cela marche !

Que le parti dont plus de 40 % des militants avaient quand même voté pour le choix du Non ait désigné Ségolène Royal – et placé le très social-libéral Strauss Khan en 2ème position - n'est pas une bonne nouvelle pour l'ensemble de la gauche. De même cette désignation ne nous offre pas automatiquement un boulevard. Mais elle nous impose un peu plus de réussir.

Car si le vote Royal contient des aspects contradictoires – citons-en deux : un pré - « vote utile » interne pour celle annoncée comme la plus à même de battre Sarkozy ; un vrai faux positionnement anti-establishment - le résultat est là.

Il constitue sans doute un basculement historique à double titre :

L'alignement du PS sur la ligne sociale libérale qui est déjà celle de la majorité des partis sociaux démocrates européens.

Une adhésion inédite à ce point à gauche à la personnalisation et présidentialisation induites par la 5ème République. Et que la pseudo rencontre entre une personne et le peuple concerne cette fois une femme et non un homme ne change au fond de l'affaire.

Il n'y a plus cette fois d'ambiguïté : la candidate du PS propose à la fois une ligne sociale libérale mâtinée de populisme et une construction politique en rupture même avec la tradition social-démocrate, plus proche d'un parti démocrate à l'américaine que du parti d'Epinay.

Que cette rupture soit définitive ou pas pour le PS n'est pas la question essentielle aujourd'hui. Elle est autre : serons-nous capable de rivaliser avec cette vision et ainsi proposer une alternative crédible à cette ligne politique à l'ensemble du peuple de gauche ? Serons-nous en mesure de clairement indiquer qu'une autre voie existe à la fois sur la question sociale et démocratique ? Pouvons-nous mettre en marche une force qui s'affirmera tout aussi utile pour battre la droite que pour changer la donne à gauche ? Et personne ne peut assurer aujourd'hui que l'histoire repassera les plats si nous ne sommes pas capables, a minima, d'envoyer un signe fort à ces élections.

Et pourtant il y a risque d'impasse !

Nous avons bien avancé sur le chemin toujours difficile de l'unité. Nous avons très largement su déblayer le terrain côté stratégie et programme, ce qui, vu notre diversité, n'allait pas de soi. Côté candidature, nous avons, à la fois par raison et par conviction, affirmé vouloir transformer notre diversité en force et, à l'inverse de Mme Royal, refuser désormais de nous couler dans les habits de la 5ème République en décidant d'une campagne collective liant indissociablement présidentielle et législatives. Et quiconque a assisté à l'un de nos meetings sait que cette forme de campagne rencontre une véritable adhésion.

Comment imaginer dès lors que nous soyons capables d'échouer par impossibilité de mettre un nom sur un bulletin de vote ? Et pourtant la menace est réelle. Elle l'est en partie parce que nous n'arrivons pas à réellement intégrer ce que nous disons et à refuser pour de bon le piège de la personnalisation, ce qui nous incite à survaloriser le nom du candidat. On peut le regretter mais nous savons également que l'on ne peut complètement se détacher du mode de scrutin. Une autre raison est plus importante encore : si notre diversité est notre richesse, elle est notre faiblesse pour cette élection-là. En quelques semaines, il est bien difficile de trouver un nom qui synthétise justement cette diversité qui est le fruit d'une longue histoire. Enfin, notre démarche s'appuie sur une double légitimité : les collectifs unitaires mais aussi la souveraineté tout aussi légitime des collectifs que sont les partis et que l'on ne peut réduire à des choix d'appareils, ce qui explique qu'une candidature venant d'un parti, et à fortiori du plus important, ne peut-être ni être admise ni rejetée par principe (pas plus, a contrario, qu'elle ne peut être considérée par principe comme la seule solution crédible). Un rappel nécessaire si l'on ne veut pas qu'une légitime discussion politique se transforme en un affrontement suicidaire « camp contre camp ».

Ces difficultés nous avaient amenés dès octobre à demander au Collectif national de dissocier lancement de la campagne et processus de choix du candidat, que nous avions proposé de reporter plutôt fin janvier. Nous avons même expliqué alors que si notre volonté d'imposer une candidature collective était bien réelle, ce délai nous aurait permis de la mettre en pratique en multipliant les meetings communs, en envoyant des porte-parole différents devant les médias sans « parasiter » cette démarche par une campagne interne. La dynamique observée depuis un mois nous donne raison. Cette solution nous aurait laissé plus de temps pour « construire » notre maison commune. Ce qui aurait peut-être pu dédramatiser notre choix, vécu alors comme celui du plus efficace de nos portes paroles déjà en campagne, plutôt que comme celui, quasi à froid, de l'un des candidats proclamés.

Nous voilà donc aujourd'hui devant l'obstacle. Il n'est pas mince et paraît malheureusement grandir tous les jours. Pour notre part nous ne nous résignons pas à l'échec que certains nous prédisent et, surtout espèrent.

Revenons à des propositions non pour en sortir, mais pour réussir par le haut !

Il faut tout tenter pour trouver une solution les 9 et 10 décembre.

Nous avons défini pour notre prochaine rencontre nationale une méthode précise, celle du double consensus. Pour ne rien briser nous devons nous y tenir.

Elle signifie donc de s'entendre définitivement sur le programme et, le plus difficile, sur un nom. Double consensus car double légitimité non contradictoire : celle des collectifs et celle des sensibilités politiques.

A ce stade, il serait illusoire de vouloir recourir à une quelconque majorité issue des collectifs (ou des délégués issus des collectifs) pour imposer un nom sous peine de se retrouver dans une situation de crise dès le 10 au soir qui serait suicidaire pour tout le monde. Nos règles n'ont pas été celles-ci et ne doivent pas le devenir en cours de « jeu ».

Nous proposons donc, en premier lieu, l'organisation d'une réunion très formalisée des différents partis, mouvements et sensibilités politiques affirmées en tant que tels. Pour base aux débats de cette réunion, nous proposons de retenir un rapport synthétique sur les comptes- rendus des collectifs et de repartir des critères que nous avons déjà déterminés. Nous pourrions ainsi déjà vérifier, avant le 9 décembre, si l'un du « double » consensus s'affirme ou pas. Les conclusions en seront évidemment rendues publiques, et si cette réunion ne peut être considérée comme définitive – on peut imaginer que le cours de la réunion nationale des 9 et 10 provoque des évolutions – elle constituera une contribution indispensable pour introduire les débats.

A l'issue des 9 et 10 décembre il sera alors temps de faire le bilan.
Une issue positive à cette réunion nous semblerait

préférable, ne serait-ce que pour rester sur une dynamique de réussite après les assemblées de St Denis et Nanterre. Mais il n'y aura d'issue positive que si le nom trouvé remporte une large adhésion et est à la fois capable de regrouper l'ensemble de ce que nous sommes aujourd'hui, sans même parler de notre nécessaire élargissement.

Et si cela ne marche pas ainsi ? Ne pas en rester là !

Notre responsabilité est telle que nous devrions promettre une chose à tous ceux qui se mobilisent depuis des mois, voire des années : on ne se sépare pas avant d'avoir trouvé une solution. Voilà le seul mandat impératif que devraient se donner les collectifs.

Concrètement : nous ne sommes pas partisans de transformer la réunion des 9 et 10 en ultimatum – un nom ou l'échec ! - ce qui, d'ailleurs, est sans doute le meilleur moyen pour déboucher sur le deuxième terme.

Nous refusons de nous enfermer dans cette perspective, même si, répétons-le, nous trouvons nettement préférable de réussir ensemble dès le 10 décembre. Mais en cas de non consensus, nous serons de ceux qui proposeront de rechercher des solutions pour trouver une issue. La solution pourrait être par exemple de poursuivre la campagne – ce qui suppose de ne pas la rendre impossible par le ton ou la forme de nos débats et expressions d'ici le 9 – et de reporter le choix fin janvier. Mais dans ce cas un changement de méthode sera nécessaire. Une seule nous apparaîtrait alors possible : un vote en bonne et due forme dans les collectifs sur les personnalités qui se proposent toujours (on peut supposer que la réunion des 9 et 10 réduise le choix actuel mais également laisse ouverte la participation de nouveaux candidats), avec l'engagement pris par tous d'en respecter l'issue. Nous savons les difficultés que cela implique – entre autres : comment définir et respecter le corps électoral ? Comment l'organiser sans contestation alors que nous ne sommes pas un parti aux règles de fonctionnement définies ? – mais elles ne sont pas insurmontables. Nous pensons par exemple que le type de méthode expérimenté par le collectif d'Aubagne pourrait être généralisé (grossièrement : un appel public à voter mais avant de pouvoir se prononcer chacun affirme clairement s'engager dans une campagne ayant pour base nos textes « ambition/stratégie » et « programme »). Nous ne souhaitons pas nous engager sur une votation citoyenne de ce type pour les 9 et 10 octobre mais s'il ne restait que cette solution nous inviterions chacun à bien réfléchir, car aussi critiquable soit-elle, elle serait meilleure que pas de solution du tout. Si toutefois on veut bien se rappeler ensemble que la désignation du candidat reste un moyen et non le but de notre démarche. Et de notre espérance.

Le 29 novembre 2006,

Eric Coquerel,
pour le Mars
Pierre Carassus,
pour la Gauche Républicaine